



## E D I T O

### Ç a sera le 20 mars

**E**t nous voilà au sortir d'un hiver clémente sous un soleil radieux bénissant Mars pour sa bonne idée d'anticiper le printemps.

Mais tous les baromètres n'affichent pas le beau fixe. Si vous avez trouvé quelques minutes disponibles dans votre emploi du temps (la cigogne sait combien ça devient de plus en plus difficile), vous aurez pu constater sur Ulysse que le baromètre social made in IPSOS n'atteint pas les mêmes hauteurs que celui de la météo. Pour faire court, il ressort de ce sondage (auquel 54% des agents ont répondu) que les principaux soucis des agents se portent sur les surcharges de travail, leur avenir et celui de nos missions, l'insuffisance de leur rémunération. Autrement dit, l'essentiel des revendications portées depuis des années par les organisations syndicales. D'ailleurs, la comparaison entre les 54% de participation à ce questionnaire et les 90 et quelques % de participation aux élections professionnelles est édifiante. Alors quelle utilité de payer pour ce que l'on sait déjà ?

Et ce que l'on sait encore, c'est que malgré ce baromètre, les conditions de travail des agents ne vont pas s'améliorer, l'avenir des missions ne va pas s'éclaircir, ni le service aux usagers augmenter et encore moins les rémunérations des agents.

Avec le "Pacte de responsabilité" du parjure Hollande (Moi président, etc ...) c'est encore et toujours les fonctionnaires qui seront la variable d'ajustement budgétaire qui va servir à pomper les 50 milliards promis à la finance. Et parmi les fonctionnaires, depuis la RGPP, ceux de la DGFIP sont en première ligne.

C'est pour ça que l'action du 20 mars est vitale pour notre avenir et celui de nos services. Si nous ne nous inscrivons pas majoritairement dans la grève ce 20 mars, nous serons dépecés.

Disons non à notre équarrissage futur.



Quand on vous dit que 2014 sera importante, ce n'est pas un effet de manches.  
Le paysage syndical est en train de se recomposer rapidement.

- Un pouvoir politique qui ne se cache plus de ses idées et projets ouvertement libéraux.
- Un pouvoir politique qui fait les yeux doux aux riches alors qu'il pressure les petits.
- Des organisations syndicales réformistes trop contentes et fébriles d'apposer leur signature au bas des accords de régressions sociale.
- Alors que d'autres, encore, honteuses (un peu) n'ont plus de révolutionnaire que le discours.

Nous, à la CGT, nous sommes fiers d'affirmer nos valeurs. Nous prétendons que la société n'avancera que dans le partage juste des richesses produites et nous croyons que le seul moyen pour y parvenir c'est la lutte.

Rien ne tombe tout cuit du ciel comme on essaye de nous le faire croire.

Ainsi, la place d'une organisation syndicale se mesure à sa capacité à porter les aspirations de ceux qu'elle représente.

Mais la représentation d'une organisation syndicale sera déterminée par les résultats qu'elle obtiendra aux élections professionnelles.

A ce titre 2014 sera donc bien une année importante.

Le résultat des élections professionnelles de décembre nous donnera l'image de la représentation syndicale non seulement à la DGFIP mais aussi, et pour la première fois, dans tous les pans de la fonction publique.

Le bulletin que nous mettrons dans l'urne déterminera certes quelle est l'organisation que nous jugeons la plus apte à assurer notre défense individuelle, mais aujourd'hui en 2014, plus que jamais, ce bulletin signifiera aussi nos choix de société, et quelle est le syndicat que nous jugeons le plus apte à défendre ces choix.

Un sujet parmi bien d'autres qui seront mis au débat de notre AG.

Cordiale invitation à toutes et tous.

L'assemblée générale 2014 se déroulera le 3 avril 2014 à partir de 8h30 au CIARUS à Strasbourg.

Cordiale invitation à toutes et tous.

La cigogne se permet enfin de vous rappeler que chaque agent a droit à une journée d'absence par an pour assister à l'assemblée générale du syndicat de son choix.

## Ç a c o n t i n u e

Cela fait quelques années que les organisations syndicales, mais également le rapport Carrez, mettent en garde la DGFIP contre le risque d'un syndrome France Telecom dans notre direction.

"Mais non ... y a aucun risque. Tout va bien à la DGFIP" se laisse à penser notre Bézard national.

Et pourtant. On compte entre 15 et 20 suicides par an, en lien avéré avec les difficultés professionnelles, dans notre DG.

Alors que 2014 n'a pas encore achevé son premier trimestre, ce sont déjà 4 collègues qui ont mis fin à leurs jours cette année.

Quand la Direction va-t-elle enfin comprendre qu'il faut arrêter le massacre ?

Ou alors son plan d'actions 14-18 prévoit-il de faire autant de victimes que la Grande Guerre ?

## Bas les masques !

Dans son journal précédent, la CGT FP 67 évoquait les difficultés rencontrées actuellement par les agents d'accueil de la DGFIP, dont ceux bien entendu, du CFP du 35, avenue des Vosges à Strasbourg. Il s'agissait au travers de l'évocation d'un épisode récent, d'illustrer le quotidien de ces agents, placés en première ligne, qui font journellement, l'objet d'insultes, de quolibets, voire de menaces, souvent impunément, alors que comme tout autre agent de la DGFIP, il devraient pouvoir prétendre à travailler dans la dignité, la sérénité, voire à de la reconnaissance pécuniaire ou autre.

Piqués au vif par ce qu'ils ont considéré comme une ingérence du syndicat dans leur pratique managériale, les responsables du service ont aussitôt crié au scandale, se considérant personnellement visés par l'intervention syndicale, ce qui n'était bien évidemment pas le cas.

Mais le mal était fait, et plutôt que de prendre en compte les réels problèmes des agents, et de s'en interroger, la hiérarchie locale a préféré la nier et se cantonner à une politique quasi répressive. Ainsi, plusieurs phases discutables ont suivi cet épisode malheureux.

D'abord, quelques jours de repli sur soi, où les agents n'ont plus été salués. Puis a été diffusé à l'ensemble des agents du SIP, un message presque mélo-dramatique, truffé de termes graves et théâtraux comme par exemple, « confiance mutuelle », « loyauté », « honnêteté intellectuelle » etc. Parallèlement, l'on assistait à l'accueil, à des épisodes d'intimidation et de répression (convocations individuelles), une véritable chasse aux sorcières. « Qui avait bien pu vendre la mèche » ? Bref, les masques sont tombés, et ce qui aurait dû normalement mener à une réflexion collective et constructive, a débouché, l'on ne sait pas pourquoi, sur une sorte d'hystérie passagère, mais passons ! La Cigogne reste pourtant optimiste, puisque peu après son article, un épisode de menaces de mort, ayant au moment des faits, uniquement fait l'objet d'une fiche incident sans suites, a finalement été exploitée, et l'agresseur a été poursuivi.

La CGT a bien fait de mettre un pied dans la fourmière, car le problème ne va que s'amplifier dans les prochains temps.



## On lit la Cigogne !

Le journal syndical de la CGT FP 67 du mois dernier, a fait couler beaucoup de salive et d'encre, c'est le moins qu'on puisse dire. C'est bien évidemment un sujet de satisfaction pour lui, car c'est bien connu, le volatile ne se noircit jamais les plumes pour rien.

Il s'avère hélas, que seuls, les articles à consonance « people » ont suscité l'émoi de la DRFIP, en tout cas de certains de ses cadres. En effet, plutôt que de réagir à l'éditorial, dont le sujet, économique-politico-social est bien plus grave, ou encore à l'article relatif au marasme de la révision foncière et au démantèlement programmé en haut lieu du cadastre, notre hiérarchie, dans sa lecture, s'est focalisée sur finalement ce que l'on peut considérer comme « le petit bout de la lorgnette ». Triste !

## SIP - CDIF LE RETOUR !

**O**n croyait qu'après le coup d'arrêt de 2008, les bilans désastreux de cette réforme avaient porté leurs fruits et que l'arrêt serait définitif. Que nenni ! N'écouter que sa persévérance proverbiale, la DGFIP reprend contre vents et marées sa réforme et a programmé dans sa démarche stratégique de l'année 2014 de finaliser les propositions sur le chantier SIP-CDIF. Quand on connaît la façon dont tournent les services dans lesquels cette réforme a été installée, on peut à proprement parler de « chantier ».

Une étude ergonomique sur le sujet avait été demandée par la DG (au pôle ergonomique des ministères financiers) et elle en a donné un compte-rendu en novembre 2013 aux organisations syndicales. Cette étude avait entre autre analysé que la structure CDIF fonctionnait le mieux dans les cas étudiés. Donc bien sûr, la DG opte pour continuer la réforme abhorrée par tous les acteurs sensés de la mission foncière et des SIP.

Le 14 janvier 2014 s'est tenue une nouvelle réunion pour présenter les propositions de la DG aux O.S sous forme de fiches. Moyennant l'assurance d'une spécialisation de la mission foncière au sein du SIP (création de cellules foncières), la création d'un réseau de « référents fonciers » départementaux (ou supra-départementaux !), un effort sur la formation initiale

(une éventuelle reprise de la formation de contrôleurs cadastre) et sur la formation continue ; la DG pense convaincre du bien fondé de cette réforme.

Hélas elle n'a rien de bien nouveau à proposer. A qui fera-t-on croire qu'une fois la cellule foncière dans le SIP, son personnel ne sera pas mis à contribution pour les campagnes IR et TH (sans compter l'accueil commun SIP-CDIF) ? Sans être grand devin on peut même affirmer que c'est dans ce but que la réforme est faite : fusionner pour masquer la déperdition des effectifs.

La DG se trompe, elle n'a convaincu personne, mais ce qui est plus grave, c'est que dans son compte-rendu du groupe de travail elle avance que les O.S « ont convenu que le statu quo et le retour en arrière en matière de rapprochement SIP-CDIF n'étaient pas possibles », qu' « elles ont pris acte de la volonté de l'administration de retenir le principe de spécialisation comme nouveau principe de la mission foncière ».

**La CGT-Finances Publiques s'insurge contre cette affirmation mensongère. Elle est pour le maintien des CDIF là où ils existent encore et remplissent leur mission au mieux vu les effectifs, et la re-création de ceux qui ont été rapprochés des SIP.**

Ce procédé plus que critiquable ne pourra qu'entacher de méfiance les prochaines réunions sur le sujet.



# Pour imposer d'autres choix aux Finances, toutes et tous dans l'action le 20 mars 2014

Les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO et CFDT se sont rencontrées le 4 mars 2014. Nos organisations considèrent que les annonces faites par le Gouvernement, et en particulier les 50 milliards d'euros d'économies programmées, participent d'une logique inacceptable d'austérité. Ces mesures attaquent inévitablement le financement des services publics, de la protection sociale et de la solidarité nationale alors que les besoins sociaux ne cessent d'augmenter.

Ces choix ont été confirmés au dernier CTM le 7 février dernier. Ainsi, le Secrétaire général de Bercy a précisé que tous les enjeux de « dialogue social » resteraient contraints par le cadre budgétaire décidé par le Gouvernement. Cela se traduit concrètement par une véritable purge budgétaire, dans les administrations et établissements, mettant en péril l'exercice même des missions et aggravant toujours plus les conditions de vie au travail des agents. La baisse des dépenses publiques a aussi des conséquences dramatiques sur les conditions de vie des retraités « Finances ».

Alors que l'avenir des missions des agents des Finances est incertain, les propositions mises en débat dans les Assises de la Fiscalité font craindre de nouvelles réorganisations. Les projets à vocation « stratégique » et autres « plan d'action » élaborés par les administrations et institutions financières ne répondent pas aux attentes des agents.

Nos fédérations exigent un moratoire sur toutes les réformes en cours. Les moyens doivent être donnés aux services pour assumer la globalité de leurs missions dans les domaines de la lutte contre les fraudes (fiscales, économiques, douanières et industrielles), du recouvrement de l'impôt, de la gestion des comptes publics, de la réglementation, de la régulation, du contrôle des acteurs financiers et du développement de la protection des consommateurs.

Il est urgent que s'ouvrent, dans un premier temps, de véritables négociations sur : les missions et les emplois (volume, recrutements, rémunérations, formations initiales et continues, qualifications, promotions, non-titulaires...) ; la dynamisation des politiques d'action sociale et de santé au travail.

**Face à une situation sociale qui ne cesse de se dégrader depuis des années aux Finances, les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO et CFDT ont décidé de soutenir les appels à la grève et à la mobilisation du 20 mars 2014 faits par les organisations syndicales de la Douane, de la DGFIP et de la DGCCRF. Plus largement, elles appellent les agents des Finances à se mobiliser et à participer massivement aux actions organisées à Paris et en territoire ce jour-là.**

Paris, le 4 mars 2014.

Article publié le 6 mars 2014.

# B o n j o u r M o n s i e u r l e M a i r e ,

«Menace sur le Centre des Finances » peut-on lire en titre d'un article des DNA du 22/02/2014 ayant pour thème la « der des der du Conseil Municipal » d'Illkirch.

Encore une conduite qui éclate, un plafond qui s'écroule...non la menace concerne la fermeture programmée du CFP d'Illkirch et l'article y consacre 1/3 de son contenu.

La Cigogne ne peut s'empêcher de répondre au maire : « vous avez été destinataire d'un courrier de notre Directeur en date du 18/12/2013 relatif au déménagement du CFP à la Meinau qui, dites-vous, justifie cette décision par une série d'avaries et de pannes. Vous mettez en doute que le dysfonctionnement d'une clim réversible rende impropre à leur destination ces locaux. Vous allez jusqu'à qualifier ce déménagement de « désertion » et de « déni » de service public ».

La Cigogne en a les ailes qui lui en tombent. Si vous pensez que des conduites qui éclatent par 2 fois dans des bureaux différents avec de l'eau qui s'écoule à au moins 60°, l'intervention des pompiers à chaque fois et la fermeture du site de surcroît, c'est que vous n'avez pas conscience que ces dysfonctionnements auraient pu non seulement blesser les agents

qui y travaillent mais également vos administrés qui s'y rendent. On n'a jamais vu un dysfonctionnement choisir sa cible.

Quant à « la création d'une friche au centre ville » n'est-ce pas la reconnaissance de l'état vétuste d'un local dont personne ne voudra.

Mais là où la Cigogne ne peut rester sans réagir c'est au « déni de service public ». Croyez bien que nous avons à cœur dans nos missions, la qualité du service public et ceci souvent au détriment des agents. La situation de vos administrés et ceux des autres communes dépendant ou non de notre CFP est de plus en plus difficile : retraités en grand nombre qui paient les impôts pour la première fois, le nombre de demandes gracieuses qui explose suite à un chômage que nous ne voyons pas baisser, le pouvoir d'achat en berne... inutile de rallonger la liste, votre majorité la complètera mieux que nous.

La Cigogne a bien conscience que cet article est politique à la veille des élections municipales et que le journaliste des DNA n'a pas cité l'ensemble de vos propos, mais le déni de service public y est mis entre guillemets, il s'agit donc d'une allégation insultante surtout lorsqu'en contrepartie il y va de la sécurité des personnels et des contribuables.

La Cigogne attend le droit de réponse du DRFiP à cet article. Il avait certainement à expliquer ce déménagement d'un site dont la DGFIP est propriétaire mais en aucun cas à le justifier.

Bonne campagne à vous Monsieur le Maire, mais sans utiliser le personnel du CFP d'Illkirch.

## SOMMAIRE

### Page 1 :

EDITO

Ça sera le 20 mars.

### Page 2 :

Assemblée Générale 2014.

Ça continue.

### Page 3 :

Bas les masques !.

On lit la Cigogne.

### Page 4 :

SIP-CDIF LE RETOUR.

### Page 5

Pour imposer d'autres choix aux Finances, toutes et tous dans l'action le 20 mars 2014.

### Page 6 :

Bonjour Monsieur le Maire.

Sommaire,.

## JE ME SYNDIQUE à la CGT Finances Publiques

Nom : Prénom :

Grade : Échelon :

Adresse Administrative :

Adresse Personnelle :

Bulletin à retourner au syndicat par l'intermédiaire du correspondant local ou à :

Jean Michel CHAIRON à la TP Drulingen

Michel BASTIAN au SIP de Haguenau